

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Aperçu du budget fédéral 2025 : un budget sans précédent

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

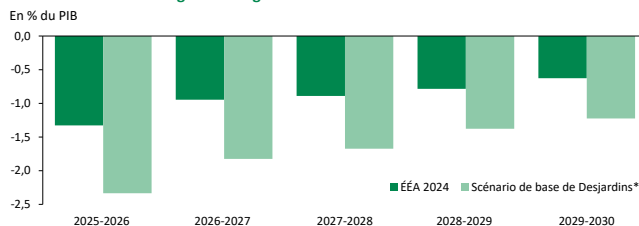
FAITS SAILLANTS

- ▶ Après un long retard, le budget fédéral 2025 sera finalement déposé le 4 novembre. S'il est difficile de prévoir l'ampleur exacte des déficits prévus, les dépenses et les réductions d'impôt annoncées depuis les élections indiquent clairement qu'ils seront parmi les plus importants de l'histoire récente en proportion du PIB en excluant les récessions ou la pandémie (graphique 1).
- ▶ Le budget 2025 devrait mettre la défense à l'avant-plan, mais il contiendra probablement beaucoup d'autres dépenses planifiées. Les investissements dans les infrastructures et le logement, ainsi que dans les industries et les travailleurs touchés par les droits de douane, viendront probablement avec une facture salée, facture à laquelle s'ajouteront des dizaines d'autres mesures plus modestes incluses dans la plateforme électorale de 2025. Cette augmentation des dépenses du gouvernement fédéral devrait être compensée en partie par des réductions importantes des charges de fonctionnement et une diminution du nombre de travailleurs dans le secteur public.
- ▶ Ces hausses de dépenses n'auraient pas une incidence aussi importante sur le déficit si elles ne s'accompagnaient pas aussi d'une baisse des revenus fiscaux et tarifaires. Une diminution des revenus qui ne s'accompagne pas d'une réduction des dépenses se traduit par une augmentation du déficit et de la dette du gouvernement. En effet, nous avons déterminé que les retombées économiques des mesures annoncées ne généreront pas suffisamment de revenus pour compenser la réduction prévue de ceux-ci.
- ▶ Nous nous attendons à ce que le ratio de la dette fédérale sur le PIB augmente régulièrement au cours de la prochaine décennie, ce qui contraste nettement avec la baisse qui figurait dans les perspectives budgétaires fédérales précédentes. Les risques associés à ces perspectives sont orientés à la baisse, avec la possibilité que de nouveaux chocs commerciaux et une hausse des taux d'intérêt mondiaux à long terme mettent en péril la viabilité des finances fédérales. Bien qu'une décote de la dette ne soit pas imminente, la cote AAA du Canada ne devrait pas être tenue pour acquise.

Graphique 1

Les déficits fédéraux pourraient être les plus importants en 30 ans en excluant les récessions ou la pandémie

Prévisions du solde budgétaire du gouvernement du Canada



* Selon les Prévisions économiques et financières des Études économiques de Desjardins de septembre 2025.
ÉÉA : Énoncé économique de l'automne
Gouvernement du Canada, Bureau du directeur parlementaire du budget, Parti libéral du Canada et Desjardins, Études économiques

Après un [retard sans précédent](#), le budget fédéral 2025 sera finalement présenté le 4 novembre. Depuis les élections fédérales du printemps dernier, le Parlement a été le théâtre de nouvelles mesures législatives, de réductions d'impôt, d'annonces de hausses substantielles des dépenses en défense et dans d'autres

domaines, et de pressions pour réaliser des économies dans les charges de fonctionnement fédérales. Tout cela devrait entraîner de plus gros déficits ainsi qu'une augmentation de la dette, ce qui risque en fin de compte de placer les finances fédérales sur une trajectoire intenable.

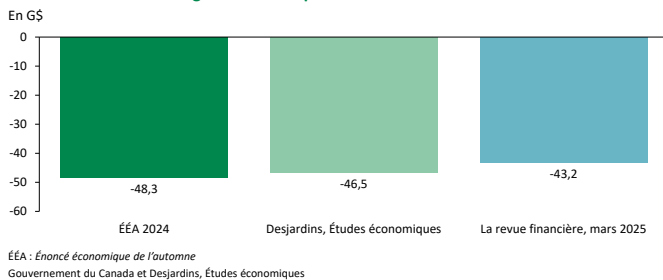
Remplir les cases vides

Nous ne voulons pas passer trop de temps à discuter des mesures déjà dans le rétroviseur. Mais au moment d'écrire ces lignes, nous n'avons toujours pas de données officielles sur la taille du déficit fédéral pour l'exercice financier 2024-2025 (exercice 2025). En appliquant une [approche éprouvée](#) pour tirer parti des données budgétaires et économiques nationales fédérales à haute fréquence, nous constatons que le déficit de l'an dernier pourrait être légèrement inférieur à ce qui était prévu dans l'[Énoncé économique de l'automne 2024](#) (ÉÉA) (graphique 2). Bien entendu, cela exclut tout ajustement comptable inattendu. Par exemple, le déficit budgétaire a dépassé les attentes lors de l'exercice 2024, en grande partie en raison des passifs éventuels liés aux peuples autochtones, comme le règlement de revendications territoriales.

Graphique 2

Le déficit fédéral pourrait avoir été moins élevé que prévu l'an dernier

Estimations du solde budgétaire fédéral pour l'exercice 2024-2025



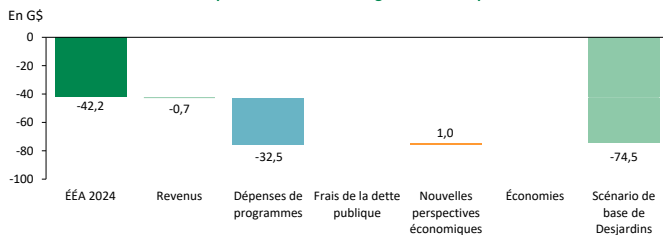
Moins d'argent, plus d'ennuis

Mais nous ne nous attendons pas à ce que cette brève amélioration du déficit perdure. Selon nos estimations, le manque à gagner budgétaire pour l'exercice en cours pourrait dépasser 70 G\$, soit près du double de ce qui était prévu dans l'ÉÉA 2024 (graphique 3). Des rumeurs ont circulé à

Graphique 3

L'augmentation des dépenses devrait entraîner un déficit beaucoup plus important cette année

Contribution à la variation des prévisions du solde budgétaire fédéral pour l'exercice 2025-2026*



Ottawa selon lesquelles le déficit pourrait être encore plus important, atteignant possiblement 100 G\$ cette année. C'est principalement l'engagement de porter les dépenses militaires à 2,0 % du PIB d'ici la fin de l'exercice en cours qui expliquerait cette situation. Toutefois, les baisses d'impôt décrétées avant l'été et les autres dépenses annoncées dans la plateforme électorale de 2025 sont également susceptibles d'y contribuer. Et même si l'amélioration des perspectives économiques par rapport à nos prévisions antérieures devrait être favorable pour les prévisions budgétaires du gouvernement fédéral, les droits de douane seront beaucoup moins élevés que prévu lors des travaux du printemps.

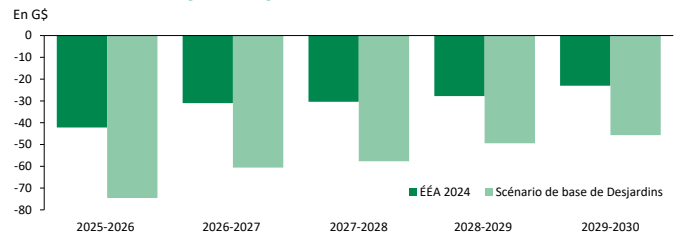
Grandes ambitions, grosse facture

Au-delà de l'exercice en cours, des niveaux élevés de dépenses combinés à des revenus projetés plus faibles que prévu dans l'ÉÉA 2024 pointent vers d'importants déficits budgétaires sur tout l'horizon (graphique 4). Cependant, si les grandes lignes du budget reçoivent souvent le plus d'attention, il vaut la peine de décortiquer les chiffres pour mieux illustrer ce qui fait évoluer les prévisions budgétaires du Canada.

Graphique 4

Les déficits fédéraux seront plus importants que prévu en raison d'une hausse des dépenses et d'une baisse des revenus

Prévisions du solde budgétaire du gouvernement du Canada*



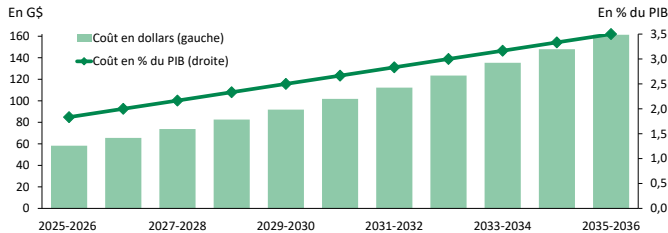
Dépenses en défense

Les dépenses en défense seront probablement à l'avant-plan dans le budget 2025. En juin, le gouvernement fédéral s'est d'abord engagé à atteindre l'objectif de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) pour les dépenses en défense, alors de 2 % du PIB, d'ici la fin de l'exercice en cours. Il s'est ensuite engagé à atteindre la nouvelle cible de l'OTAN, soit 3,5 % du PIB en dépenses de défense, plus 1,5 % en dépenses connexes, d'ici 2035. Selon le premier ministre, 3,5 % du PIB en 2035 équivaldrait à environ 150 G\$ par année à ce moment-là, un chiffre que nous pouvons corroborer (graphique 5 à la page 3). Selon nos projections, cela pourrait représenter le double de l'allocation en défense précédemment prévue par le gouvernement fédéral. (Rappelons que ces prévisions des

Graphique 5

Les dépenses en défense doivent être considérablement relevées pour atteindre la nouvelle cible de l'OTAN

Prévisions de dépenses militaires du gouvernement du Canada*



* Selon les Prévisions économiques et financières des Études économiques de Desjardins de septembre 2025; les dépenses militaires sont mesurées et prévues selon une comptabilité de caisse.
 OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
 Gouvernement du Canada, Bureau du directeur parlementaire du budget, Parti libéral du Canada et Desjardins, Études économiques

dépenses en défense sont établies selon une comptabilité de caisse, ce qui veut dire que les chiffres présentés dans le budget ne coïncideront pas sur une base annuelle, puisqu'ils sont déterminés selon une comptabilité d'exercice.)

En plus des répercussions sur le déficit, il est important de savoir si cette expansion budgétaire substantielle rapportera quelque chose en termes de productivité et de croissance économique à long terme. Le gouvernement fédéral pourrait se procurer le matériel militaire nécessaire dans les pays alliés, mais comme toujours, le souhait serait que ces dépenses produisent des retombées économiques au pays. Toutefois, les antécédents en matière d'avantages militaro-industriels sont au mieux mitigés. L'approvisionnement en matière de défense du gouvernement fédéral est un secteur axé sur l'exportation, et nos recherches ont montré les nombreuses façons dont il pourrait aider à soutenir l'industrie de la défense encore relativement modeste du Canada.

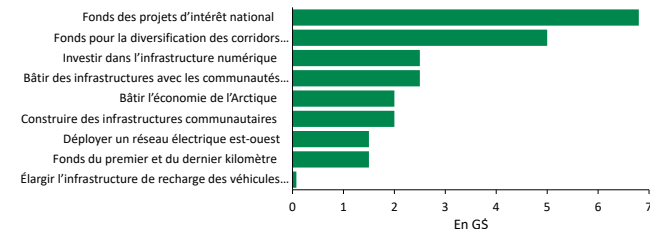
Dépenses d'infrastructure

L'investissement en infrastructure a également été dans la mire du gouvernement fédéral pendant et après l'élection de 2025 (graphique 6). Avec l'adoption de la *Loi visant à bâtir le Canada* en juin et la liste subséquente de grands projets soumis à un processus d'approbation accéléré par le gouvernement fédéral, l'élan s'est poursuivi dans ce volet du plan d'action fédéral.

Graphique 6

Le gouvernement fédéral prévoit consacrer beaucoup plus d'argent aux infrastructures

Nouveaux investissements en infrastructures non résidentielles et non liées à la défense sur quatre ans



Parti libéral du Canada et Desjardins, Études économiques

Mais comme nous l'avons souligné précédemment, les mesures sont importantes pour les investisseurs. Les critères utilisés pour sélectionner les projets demeurent vagues et manquent de transparence pour aider à mieux comprendre pourquoi certains ont été retenus plutôt que d'autres. Le budget 2025 pourrait être l'occasion de clarifier cela pour la liste actuelle de projets – et pour tous ceux à venir, petits et grands.

Autres dépenses

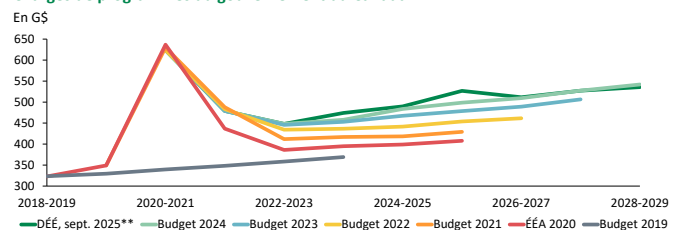
La défense et l'infrastructure ne sont pas les seuls postes de dépenses que le gouvernement fédéral ait mis de l'avant. La [plateforme électorale du Parti libéral du Canada](#) (PLC) contenait plus de 100 nouvelles mesures de dépenses, ce qui signifie que le budget pourrait en contenir davantage que ce qui a été annoncé depuis les élections. Cela dit, les nouvelles dépenses non liées à la défense annoncées jusqu'à maintenant ont été considérables, et elles correspondent relativement bien aux prévisions du printemps dernier. Par exemple, les fonds initiaux de 13 G\$ pour capitaliser le [programme Maisons Canada](#) sont modestement supérieurs à la projection incluse dans la plateforme de 2025. Pour ce qui est du [Fonds de réponse stratégique](#), il devrait dépasser de plusieurs milliards de dollars les prévisions pour la campagne, soit 5 G\$ plutôt que 2 G\$. Il semble cependant inclure d'autres mesures qui figureraient également dans la plateforme électorale tout en remplaçant le Fonds stratégique pour l'innovation, ce qui vient offrir un contrepoids. Une plus grande transparence des dépenses globales dans le budget 2025 améliorerait la clarté et la reddition de comptes.

Dans l'ensemble, les dépenses de programmes devraient être de nouveau révisées à la hausse par rapport aux prévisions antérieures (graphique 7). Et elles seraient encore plus élevées si ce n'était de l'élimination de la taxe carbone, puisque la fin des paiements trimestriels aux ménages dans les provinces soumises au régime fédéral fera baisser le montant global de ces dépenses. Cependant, comme la taxe carbone des consommateurs était en grande partie neutre sur le plan des revenus, son élimination aura une incidence compensatoire à peu près égale sur les revenus.

Graphique 7

Le gouvernement fédéral a relevé à plusieurs reprises le niveau de ses dépenses

Charges de programmes du gouvernement du Canada*



* Les charges de programmes comprennent les pertes actuelles nettes. ** D'après les Prévisions économiques et financières des Études économiques de Desjardins de septembre 2025, l'Étude économique de l'automne 2024 et la plateforme électorale du Parti libéral du Canada de 2025. L'ÉA : l'étude économique de l'automne 2020.
 Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

Des économies nouvellement identifiées

Les perspectives de dépenses de programmes seraient encore plus élevées si ce n'était des économies prévues de 7,5 % pour l'exercice 2026, de 10,0 % pour l'exercice 2027 et de 15,0 % pour l'exercice 2028 relativement aux dépenses de programmes directes projetées. Selon nos calculs, cela se traduirait respectivement par des économies de près de 15 G\$, 20 G\$ et 30 G\$ pour chacun de ces exercices. C'est beaucoup plus que les « économies engendrées par l'augmentation de la productivité du gouvernement » mentionnées dans la plateforme électorale du PLC.

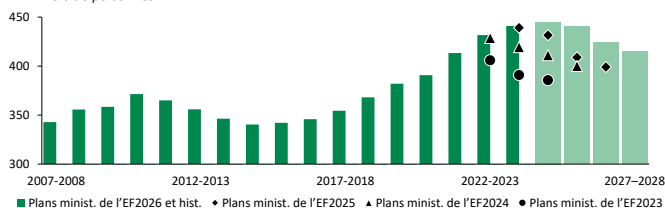
L'ampleur des économies prévues rappelle le Plan d'action pour la réduction du déficit (PAR) lancé par le gouvernement Harper. Toutefois, les économies – et probablement les réductions de personnel – prévues pourraient être encore plus considérables que celles du PAR. Cela reflète en partie l'augmentation substantielle des effectifs observée avant et pendant la pandémie (graphique 8). En effet, selon les plus récentes données du gouvernement du Canada, le nombre d'équivalents temps plein dans la fonction publique fédérale est près de 30 % plus élevé qu'en 2015. C'est plus du double du rythme de croissance de la population canadienne pendant la même période. Par ailleurs, les données de Statistique Canada montrent que la réduction des effectifs a déjà commencé, l'emploi dans l'administration publique fédérale ayant diminué de plus de 5 % en juin 2025 par rapport au sommet historique atteint en avril 2024. Cette tendance pourrait devoir s'accélérer à l'avenir pour que le gouvernement atteigne ses objectifs de dépenses de programmes.

Graphique 8

L'embauche dans le secteur public a régulièrement dépassé les plans ministériels

Équivalents temps plein dans le service public fédéral

En milliers de personnes



Note : EF2026 désigne l'exercice 2025-2026; les autres exercices sont également abrégés. Gouvernement du Canada, Bureau du directeur parlementaire du budget et Desjardins, Études économiques

Des revenus moins élevés

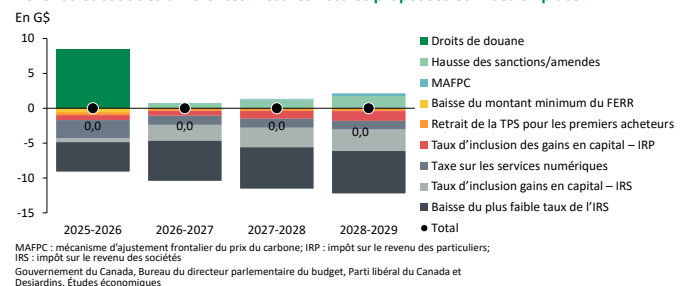
Une hausse des dépenses ne poserait pas un gros problème pour les finances fédérales si ce n'était de la baisse des revenus attendus par rapport à l'ÉÉA 2024 et au programme électoral du PLC. Il ne s'agit pas de juger la nature des baisses d'impôt elles-mêmes, mais plutôt de constater l'impact budgétaire

qu'elles auront (graphique 9). Ainsi, même si le retrait des droits de repréailles sur les importations de biens en provenance des États-Unis réduira considérablement les revenus fiscaux cette année, [nos recherches](#) montrent qu'il aura un effet positif sur la croissance économique tout en réduisant l'inflation. Des allègements fiscaux, comme [l'annulation de la hausse du taux d'inclusion des gains en capital](#), la baisse du plus bas taux marginal d'imposition du revenu des particuliers et [l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première habitation](#) profiteront sans doute aussi à l'activité économique. Toutefois, nous ne croyons pas que ces vents favorables à la croissance seront suffisants pour compenser les revenus perdus. De plus, même si l'élimination de la taxe sur les services numériques pourrait être nécessaire pour conclure un éventuel accord commercial avec les États-Unis, il s'agit là d'autres revenus auxquels le gouvernement fédéral renonce de façon permanente.

Graphique 9

Les revenus diminuent pendant que les dépenses augmentent

Revenus et coût des différentes mesures fiscales proposées et mises en place



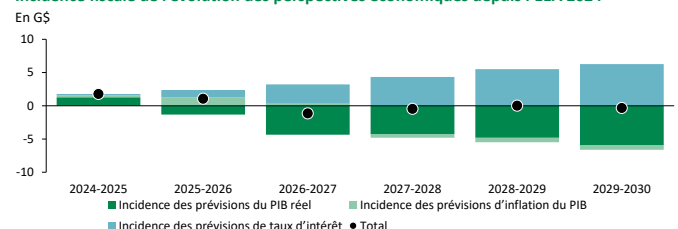
L'économie

L'amélioration des perspectives économiques depuis l'ÉÉA 2024 est l'un des points positifs de nos prévisions budgétaires fédérales. Une croissance plus forte du PIB nominal à court terme devrait offrir un certain coup de pouce, même si nous nous attendons à ce que l'effet soit de courte durée (graphique 10).

Graphique 10

Les vents économiques favorables devraient être de courte durée

Incidence fiscale de l'évolution des perspectives économiques depuis l'ÉÉA 2024*



* Selon les Prévisions économiques et financières des Études économiques de Desjardins de septembre 2025. ÉEA : Énoncé économique de l'automne
Gouvernement du Canada, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La quasi-totalité des avantages à moyen terme devrait plutôt provenir des perspectives de taux d'intérêt plus faibles que dans l'ÉÉA 2024. Toutefois, si la hausse des taux d'intérêt sur la dette à long terme du gouvernement rend l'émission de nouveaux titres de dette plus coûteuse, les finances fédérales pourraient sous-performer relativement à nos prévisions. (Pour plus d'information, voir [notre analyse](#) des incidences fiscales fédérales possibles d'une accentuation de la courbe de rendement.) Un choc économique provenant, disons, de la politique commerciale américaine pourrait miner davantage les perspectives financières fédérales. Autrement dit, si les retombées économiques des nouvelles dépenses prévues se matérialisent comme le prévoit le gouvernement du Canada, la croissance pourrait dépasser largement les projections actuelles. Combinée à une [réduction du fardeau réglementaire](#) et à un [soutien accru à l'investissement privé](#), cette conjoncture pourrait enfin favoriser l'essor tant attendu de la productivité au pays.

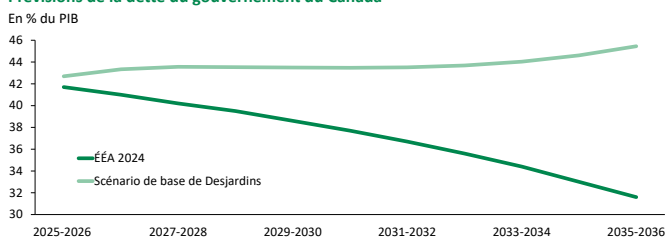
La trajectoire de la dette se renverse

Sans surprise, les déficits beaucoup plus massifs que prévu signifient des niveaux d'endettement plus élevés pour le gouvernement du Canada. Comparativement aux plus récentes projections de l'ÉÉA 2024, le ratio dette sur le PIB devrait passer d'une trajectoire descendante à une trajectoire ascendante sur l'horizon (graphique 11). Les plus récentes [Perspectives économiques et financières](#) du directeur parlementaire du budget (DPB) corroborent ce constat. Cela suppose que l'économie canadienne se remet globalement du choc commercial qui a tiré la croissance vers le bas au deuxième trimestre de 2025, que le gouvernement fédéral est en mesure de gérer la hausse des coûts d'emprunt à long terme et qu'il n'y a pas de décote de la dette fédérale à court terme. (Voir [notre analyse](#) de l'éventualité peu probable d'une décote de la dette fédérale dans un avenir prévisible.) Ainsi, les risques à l'égard de ces perspectives sont orientés à la baisse, même si nous estimons que nos prévisions de base pour la dette représentent le scénario le plus probable.

Graphique 11

Les déficits plus importants devraient faire grimper le ratio dette sur le PIB de façon constante

Prévisions de la dette du gouvernement du Canada*



* Selon les prévisions économiques et financières des Études économiques de Desjardins de septembre 2025, la dette fédérale correspond au déficit accumulé ou au passif brut moins les actifs fédéraux.

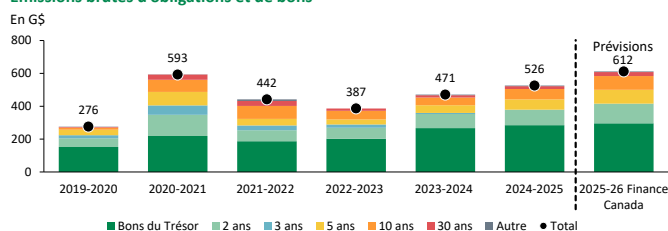
ÉÉA : Études économiques de Desjardins
Gouvernement du Canada, Bureau du directeur parlementaire du budget, Parti libéral du Canada et Desjardins, Études économiques

Pour les investisseurs en obligations, le montant des titres de créance émis n'est pas la seule considération importante : leur échéance l'est également. En juillet, le gouvernement fédéral a publié sa [Stratégie de gestion de la dette 2025-2026](#) (SGD), qui présente le nombre de bons et d'obligations que le gouvernement du Canada a l'intention d'émettre au cours de l'exercice en cours (graphique 12). Toutefois, cette publication contenait moins d'information qu'à l'habitude, car elle ne comprenait pas de projection explicite du déficit budgétaire cette année. D'après l'ingénierie inverse que nous avons pu faire, il semble que l'hypothèse de déficit du gouvernement fédéral pour l'exercice en cours soit conforme à la nôtre. Si le déficit atteint 100 G\$ au cours de l'exercice 2026, les émissions pourraient atteindre 25 G\$ de plus que ce qui avait été prévu dans la SGD. Par conséquent, à moins que les adjudications d'obligations ne soient augmentées en nombre ou en taille cette année, les émissions de bons du Trésor pourraient être supérieures à la projection de 296 G\$ publiée en juillet.

Graphique 12

Les émissions fédérales devraient augmenter au cours de l'exercice 2025-2026

Émissions brutes d'obligations et de bons



Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

Nouvelle comptabilité, plus d'imputabilité?

Le 6 octobre, le gouvernement fédéral a donné suite à un engagement pris lors de la campagne électorale en annonçant son intention d'instaurer une distinction entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital dans le budget. Une approche similaire est utilisée dans des pays comme le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, ainsi que dans certaines provinces du pays. En principe, ce changement pourrait améliorer la transparence en permettant une meilleure compréhension de la répartition des fonds publics entre les dépenses de programmes courantes et les investissements à long terme destinés à stimuler la croissance future.

Toutefois, selon le [DPB](#), « [l]a définition et les catégories utilisées par le ministère des Finances du Canada étendent la portée des investissements en capital au-delà du traitement actuel des dépenses en capital dans les Comptes publics du Canada. En nous basant sur notre première évaluation, nous estimons que la portée est trop large et va au-delà de

ce que prévoient les pratiques internationales, comme celles adoptées par le Royaume-Uni. » La nouvelle définition inclut notamment l'investissement dans les immobilisations corporelles, qui constituent actuellement environ 90 % des actifs non financiers du gouvernement fédéral selon les Comptes publics (DPB, 2025), les incitatifs fiscaux et les subventions au secteur privé pour l'investissement en capital, la R et D et le logement. Cette définition généreuse d'une dépense en capital selon le gouvernement fédéral soulève des questions de crédibilité et de transparence. En effet, nous avons estimé que les dépenses en capital pourraient totaliser plus de 50 G\$ pour l'exercice en cours, mais ce qui est inclus est à l'entière discrétion du gouvernement fédéral. Cette définition élargie des dépenses en capital pourrait également créer de l'incertitude chez les investisseurs quant aux dépenses que le gouvernement utilise pour calculer le déficit.

Cependant, [Finances Canada](#) a clairement indiqué que « [l]e budget continuera d'inclure des tableaux classant les dépenses prévues selon les concepts des Comptes publics, afin de maintenir la capacité de comparer les montants budgétés avec les résultats ». Ces estimations et prévisions devraient donc être conformes aux normes comptables canadiennes pour le secteur public et correspondront aux dépenses utilisées pour calculer le déficit qui est inclus dans les besoins de financement de la SGD. Par conséquent, les déficits, la dette et les coûts du service de la dette devraient continuer d'être présentés d'une manière qui soit comparable aux exercices précédents et à d'autres administrations, ce qui est important pour les agences de notation. C'est d'autant plus crucial que ni la vérificatrice générale ni le directeur parlementaire du budget ne seront chargés d'assurer une surveillance de ce qui est catégorisé comme dépense en capital dans le budget fédéral. La plateforme électorale du PLC avait pourtant explicitement indiqué que le directeur parlementaire du budget serait chargé de cette tâche.

Si l'objectif de cette modification comptable est d'améliorer la transparence financière, il sera important que le gouvernement présente une vue d'ensemble de son bilan dans ses prochains budgets. Il faudra notamment fournir des évaluations des taux de rendement prévus des investissements en capital – que ce soit directement ou par l'intermédiaire de la croissance économique induite – et les comparer au coût d'emprunt du gouvernement. Cela permettrait de mieux évaluer si ces investissements offrent un rendement intéressant.

La budgétisation des dépenses en capital pose également des risques de communication et de marché. Les projets d'infrastructure impliquent généralement des dépenses initiales importantes, avec des rendements qui ne sont pas garantis ou qui ne se matérialisent que sur des horizons plus longs. Le ratio dette sur le PIB pourrait donc s'aggraver à court terme, même si les retombées à long terme seront positives. Cela pourrait affecter la confiance des investisseurs, surtout dans un contexte où les conditions de marché sont volatiles et où la crédibilité budgétaire demeure un facteur clé pour les agences de

notation. Dans ces circonstances, l'adoption d'un nouveau cadre budgétaire à un moment où les perspectives économiques sont assombries par des risques baissiers pourrait s'avérer un exercice délicat.

Enfin, parallèlement à l'annonce de ses modifications comptables, le gouvernement fédéral a aussi révélé que les budgets seront désormais publiés à l'automne plutôt qu'au printemps. L'objectif est de mieux harmoniser le calendrier du budget avec le Budget principal des dépenses, le principal projet de loi de financement au début de l'exercice financier, qui doit être adopté au plus tard le 31 mars. Cette modification semble raisonnable et cadre avec de précédentes recommandations du DPB.

Conclusion

Il y a beaucoup de choses à décortiquer avant le dépôt d'un budget fédéral qui sera probablement sans précédent. Sans précédent en raison non seulement de son retard, mais aussi des dépenses, des réductions d'impôt et des économies qui y figureront. Les déficits pourraient atteindre des niveaux inégalés en plusieurs décennies en excluant les récessions ou la pandémie, et le ratio dette sur le PIB risque de s'engager dans la mauvaise direction. Le budget comprendra également des modifications comptables qui constitueront une première pour le gouvernement du Canada. Avec des coûts et des risques budgétaires importants, il faudra surtout déterminer si le budget 2025 fournit la clarté et la certitude requises par les parties prenantes et s'il trace une voie convaincante pour concrétiser le potentiel économique à long terme du Canada.